jour du fruit de leurs menées corruptrices. Ce n'est que lorsque ce bras droit fut brisé, que la justice a pu s'emparer des coupables et les punir. Quand, monsieur l'Orateur, l'honorable premier ministre a-t-il, devant la Chambre ou ailleurs, fait entendre une simple protestation sincère et nette, contre les corrupteurs des mœurs électorales ? Quand et où ? Quelqu'un s'en souvient-il ici ? Au contraire, toute la députation sait qu'il a en tout temps employé sa grande influence à empêcher la punition des coupables, ce en quoi il a réussi. Voici encore un langage très précis. Je crois que le public le comprendra très bien, et il tarde de se prononcer. Je dirai à l'honorable premier ministre que nous ne craignons pas le jugement du corps électoral. Précipitez une élection quand il vous plaira, nous sommes prêts. Ce sont des phrases catégoriques comme celles-ci et que je relève dans le programme du parti libéral-conservateur que nous enseignons au foyer de tous les Canadiens et que nous inculquons dans tous les cœurs. Ce sont ces principes qui prévaudront au jour du scrutin, en faveur d'une honnête administration, et de la sincérité des opérations électorales.

Les réformes voulues dans le choix des membres du Sénat afin de faire de cette Chambre un corps législatif plus utile et plus en rapport avec les aspirations populaires.

Voici qui est encore assez explicite. L'honorable premier ministre croit-il que le chef de l'opposition est tenu de coucher son programme dans les termes du projet de loi qu'il va lui-même proposer ? Il ne peut qu'énoncer publiquement les principes qui seront le mobile de ses actions. Mais le premier ministre ne veut pas de "si" ni de "mais", il veut savoir exactement ce que nous ferons. Je me permettrai de lui répondre par ses propres paroles d'autrefois. Voulez-vous savoir ce que nous ferons ? Eh bien, portez-nous au pouvoir et vous verrez. C'est précisément la réponse que j'ai entendu dire naguère à l'honorable premier ministre. Il suffit pour nous d'énoncer les principes qui seront la base de notre politique.

Qu'a fait l'honorable premier ministre pour réformer le Sénat ? A-t-il déjà complètement oublié ? Il ne trouverait peut-être même pas son programme si on le lui demandait. Il ne l'avait pas par devers lui, ce soir. L'a-t-il relu depuis dix ans ? Ma demande est raisonnable. L'honorable premier en a-t-il conservé une copie ? Les articles de son programme étaient-ils rigides ou élastiques, susceptibles de contradiction ou d'expansion ? Quel article de ce programme disparate subsiste-t-il aujourd'hui ? L'honorable premier ministre est sommé de répondre. En subsiste-t-il un seul ? Le premier ministre daignera-t-il répondre, pour satisfaire la curiosité de la Chambre ? Où est cet article ? Un seul, dans tout le programme d'un grand et puissant chef de

M. FOSTER.

parti, c'est tout ce que nous demandons. Sur trente ou quarante articles qui composaient ce programme, nous demandons à en voir un seul que respectent encore les honorables députés de la droite. Ils sont incapables même de nous faire cette mince gracieuseté.

L'administration et le développement du domaine national, comprenant les grands services publics, dans l'intérêt du public et de façon à lui assurer une part raisonnable de l'augmentation en valeur ainsi produite.

Est-ce assez clair ? L'honorable premier ministre ne comprend que trop bien ce langage. Il sait dans son for intérieur, en ce moment même où je m'adresse à la Chambre, que malgré qu'il ait condescendu à convoquer le ban et l'arrière-ban de son parti et s'être engagé lui et tous ses partisans à respecter le principe sacré qui veut que les terres soient concédées au colon plutôt qu'au spéculateur, il n'en a pas moins toléré, justifié et approuvé fortement l'aliénation plus ou moins complète du domaine national à ses amis politiques. Ceux-ci occupent aujourd'hui les banquettes ministérielles, gorgés des faveurs qu'ils ont reçues du premier ministre et des membres de son cabinet.

L'honorable ministre des Finances est allé à Truro et en est revenu. Il a raconté des choses mirobolantes aux électeurs de ce comté, entre autres que les terres qui se vendaient \$2 l'acre quand les libéraux sont arrivés au pouvoir, se vendent maintenant \$6 l'acre ; oui, jusqu'à \$6 l'acre. Mais, monsieur l'Orateur, il a caché bien d'autres choses à ses électeurs. Il ne leur a pas dit, par exemple, ce que le Gouvernement avait fait de ces terres qui, en 1902 et 1903, se vendaient au minimum de \$5 et \$6 l'acre. Il ne leur a pas dit qu'un de ses collègues, le ministre de l'Intérieur, cet homme puissant que le premier ministre, scrutant l'horizon de ce vaste pays, était allé chercher dans l'Ouest pour en faire un de ses ministres, avait choisi 250,000 acres de terre à culture sur un parcours de 115 milles, le long d'un chemin de fer établi et en exploitation et que ces terres étaient, au dire même des fonctionnaires de l'Etat, d'excellent rapport et de grande valeur.

Il ne leur a pas dit que ce ministre avait permis que ces terres fussent, non pas vendues mais concédées frauduleusement à \$1 l'acre, à une personne qui lui avait prêté main-forte dans l'Ouest et à ses amis ; que le paiement devait en être effectué moitié en certificats d'inscription, et qu'au bout de deux ans à peine ces mêmes personnes avaient vendu leurs terres pour \$2,000,000, réalisant ainsi pour elles et pour leurs amis un profit net de \$1,750,000. Il a caché ces choses aux électeurs de Colchester. Il ne leur a pas dit non plus comment un nommé Robbins s'échoua par un beau jour d'été dans le Nord-Ouest, sans argent, sans amis, sans influence ; comment il fit à l'obligeant ministre de l'Intérieur la demande de 390,000